



**GROUPE CONSULTATIF POUR LA
MOBILISATION DES FINANCEMENTS
POUR LA MISE EN OEUVRE DU PND
2021-2025**

**NOTE DE CADRAGE MACRO
ECONOMIQUE A MOYEN TERME**



I. Environnement international et national

I.1 - Environnement international

Après une année 2020 morose, du fait de la pandémie à coronavirus 2019 (Covid-19), l'activité a repris dans la plupart des économies en 2021. Cette reprise a été possible grâce au démarrage de la vaccination, à l'assouplissement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-19, aux soutiens budgétaires massifs et au maintien des conditions financières favorables, en l'occurrence le maintien de politiques monétaires accommodantes.

Cependant, la plupart des pays ont été confrontés à des contraintes d'approvisionnement en produits semi-finis en raison de la perturbation des activités enregistrée dans les pays asiatiques fortement impactés par la crise sanitaire. Aussi, la pénurie de conteneurs occasionnée par les lenteurs enregistrées dans les échanges commerciaux face à l'exigence du respect des mesures de lutte contre la Covid-19 a affecté l'activité économique. Par ailleurs, dans le contexte de reprise économique, des tensions inflationnistes sont observées dans la plupart des régions. Elles sont imputables à la flambée des cours des matières premières et de l'énergie ainsi qu'à des chocs sur l'offre de denrées alimentaires.

Dans ce contexte, selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en janvier 2022, l'économie mondiale s'est affichée à 5,9% en 2021 après une baisse de 3,1% en 2020, avec une reprise à la fois dans les pays avancés (+5,0%) et dans les pays émergents et pays en développement (+6,5%). Mais ce regain d'activité s'est accompagnée d'une inflation de 4,3% contre 3,2% en 2020.

La reprise dans les pays avancés est imputable notamment à la mise en œuvre de plans de relance, à la reprise morose du climat des affaires, au rebond à la fois de la production et des dépenses de consommation des ménages.

Quant aux pays émergents et pays en développement, la forte croissance s'explique par l'effet de la reprise de l'activité économique et la vigueur des exportations et de la demande des consommateurs.

En 2022, la croissance mondiale devrait atteindre 4,4%, grâce à une poursuite de la reprise de l'activité économique dans les pays avancés (+3,9%) et dans les pays émergents et en développement (+4,8%). Cette poursuite de la reprise économique résultera notamment, de l'augmentation progressive de la consommation et de l'investissement, tout en restant à un niveau modéré et de la hausse de la production et des dépenses de consommation des ménages.

S'agissant de l'Afrique subsaharienne, la croissance est estimée à 4,0% en 2021 contre une baisse de 1,7% en 2020. Une consolidation de croissance est également prévue pour l'année 2022 avec un taux de 3,7%.

Cependant, la persistance de l'inflation au niveau mondial, le conflit russo-ukrainien et les sanctions économiques et financières contre la Russie engendreront des perturbations sur l'économie mondiale et en particulier celle de l'Afrique.

I.2 - Environnement national

Au plan national, l'activité économique a tiré profit en 2021, (i) du redressement de l'économie mondiale qui a entraîné une hausse de la demande des matières premières et donc de leurs cours, (ii) de la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire, (iii) de l'exécution continue du Plan de riposte sanitaire, (iv) de l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19, (v) du maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire, (vi) de la vigueur de la consommation des ménages, et (vii) de l'amélioration du climat des affaires.

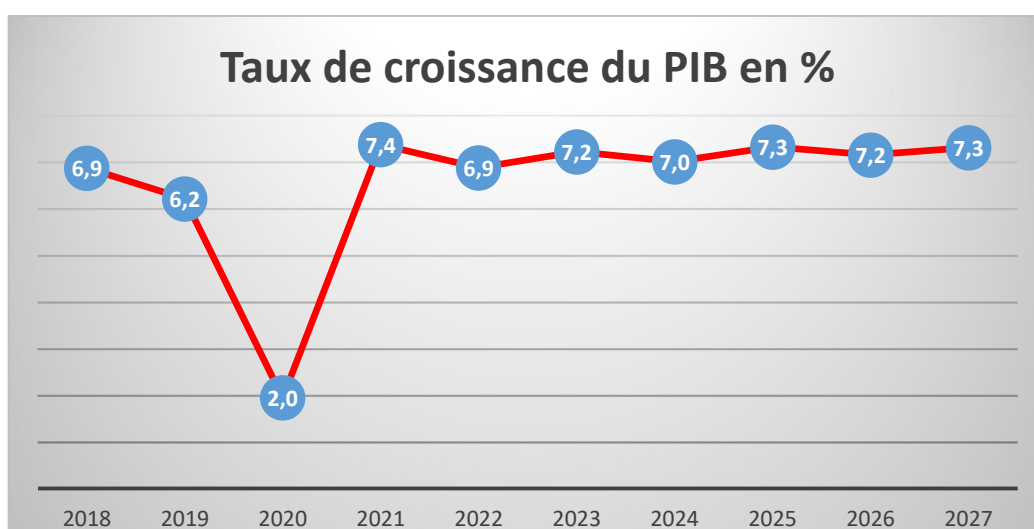
L'activité économique a également bénéficié de la mise en œuvre du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) 2021 qui a mis l'accent, notamment, sur l'amélioration des conditions de vie des populations, la gestion efficace des dépenses et la fourniture des services publics de qualité.

Par ailleurs, la poursuite du plan de soutien économique, social et humanitaire et du plan de riposte sanitaire a contribué à consolider la reprise économique malgré les perturbations dues à l'insuffisance de l'offre d'électricité consécutive à des niveaux d'eau bas des lacs des barrages hydroélectriques et à une panne sur l'installation d'une centrale thermique dans la période d'avril à juin 2021.

Ainsi, la croissance économique a connu un rebond significatif avec un taux de 7,4% contre 2,0% en 2020. Cependant, cette croissance s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation de 4,2% contre 2,4% en 2020.

En 2022 et sur la période 2023-2027, l'activité économique bénéficierait de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, d'un environnement sociopolitique stable, de la poursuite des réformes et d'une politique monétaire accommodante.

Cependant, l'environnement international, dominé par les tensions inflationnistes et géopolitiques, impacterait négativement l'économie nationale. Ainsi, les prévisions révisées tablent sur des taux de croissance de 6,9% et 7,2% respectivement en 2022 et sur la période 2023-2027.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II. Estimations économiques en 2021 et perspectives en 2022-2027

II.1. Estimations économiques en 2021

L'activité économique en 2021 a évolué dans un environnement socio-économique marqué par la maîtrise de la pandémie de Covid-19 ainsi que le maintien de la stabilité socio-politique. Aussi, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance ont facilité le rebond de l'économie.

Ainsi, les évolutions sectorielles de l'offre et de la demande se présentent comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire a connu une hausse de 2,3% contre 2,2% en 2020 en relation avec la hausse de l'agriculture d'exportation (+4,9%) et de la pêche (+0,7%) en dépit du repli de l'agriculture vivrière (-0,4%) et de la sylviculture (-23,7%). L'agriculture d'exportation a bénéficié de la bonne tenue des cours, de la normalisation de la commercialisation, de l'entrée en production de nouvelles variétés à haut rendement en ce qui concerne les cacaoyers et d'une bonne pluviosité. Ainsi, les productions de cacao (+2,6%), de noix de cajou (+14,1%), d'huile de palme (+16,9%), d'ananas (+18,6%), de banane dessert (+5,6%), de caoutchouc (+15,7%) et de coton graine (+10,5%) ont

augmenté. Quant à la production de café (-25,6%), elle a reculé sous l'effet du vieillissement du verger et du désintérêt des paysans. De même, la production de sucre s'est contractée de 12,9% sous l'effet de la maladie de la canne à sucre, des conditions climatiques défavorables et du rationnement de l'électricité qui a perturbé l'irrigation des plantations.

Au niveau de l'agriculture vivrière, la baisse est en lien principalement avec le repli des productions de tubercules et plantains (-1,6%) en dépit de la hausse des productions de céréales (+5,1%). Ce fléchissement de la production vivrière, confirmé par la hausse des prix des produits vivriers, sont attribuables principalement à la perturbation des ensemencements intervenue en 2020 du fait notamment, (i) des restrictions de déplacement en 2020 qui ont réduit la main d'œuvre provenant des pays voisins et perturbé les calendriers de mise en cultures de certains produits, (ii) des dérèglements climatiques et (iii) du déficit pluviométrique.

En outre, la hausse de la production céréalière est liée principalement à l'augmentation de la production rizicole (+12,0%) du fait de l'accroissement des superficies cultivées (15% sur l'irrigué de 23 618 ha à 27 235 ha, 8% sur le pluvial bas-fonds de 302 877 ha à 327 949 ha, et 3% sur le pluvial plateau de 308 806 ha à 318 009 ha).

Le secteur secondaire a progressé de 4,4% en 2021 après une hausse de 1,9% en 2020. Cette progression est en lien avec l'accélération des BTP (+8,3%), des produits pétroliers (+9,8%) et des autres industries manufacturières (+9,6%) en dépit des baisses des industries agro-alimentaires (-2,5%) et l'énergie (-5,5%) et du ralentissement de l'extraction minière (+3,2%).

Les activités du BTP ont connu une hausse liée à l'accélération et au démarrage des chantiers de construction notamment (i) le 4e pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) le pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) le barrage de Gribo popoli, (v) l'aménagement et le bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, (vi) la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (vii) les travaux de réhabilitation réfection des Tours C, D et E de la cité administrative, (viii) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro, (ix) la construction et la réhabilitation des stades devant accueillir la coupe d'Afrique de Football en 2023 et (x) les travaux d'aménagement de la voie de contournement « Y4 ».

En dépit de la hausse de la production d'or (+8,7%), de diamant (+2,7%) et de nickel (+30,8%) en lien avec l'ouverture de nouvelles mines et de l'exploitation de nouveaux minerais, le ralentissement de l'extraction minière a découlé de la chute de la production du manganèse (-27,5%) et de l'arrêt de la production de la bauxite (-100%). La diminution de la production manganésifère s'explique par la baisse du cours du minerai de manganèse sur le marché vers la fin de l'année 2021. Quant à la production de la bauxite démarrée en 2020, l'arrêt a résulté des difficultés rencontrées par l'opérateur, du fait, entre autres, des coûts portuaires et du déficit en infrastructure au Port Autonome d'Abidjan.

La progression des produits pétroliers a été soutenue par la vigueur de la consommation intérieure (+20,7%), tandis que les exportations ont progressé modérément (+0,9%). En dépit de cette performance, la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) reste confrontée à l'érosion de ses marges de raffinage due à la montée des prix du pétrole brut.

La baisse de la production d'électricité est en lien avec le repli de la production de source hydraulique due à la faiblesse des stocks d'eau dans les lacs de retenue des barrages hydroélectriques, en raison de la sécheresse survenue en 2020. Elle a également été affectée par la panne intervenue sur les équipements de la centrale thermique d'Azito.

Le secteur tertiaire a progressé de 10,5% en 2021 après la légère hausse de 0,7% en 2020 grâce aux transports (+15,1%), aux télécommunications (+11,8%), au commerce (+10,8%) et aux autres services (+8,0%). Cette dynamique est induite par les performances au niveau des secteurs primaire et secondaire et aussi par le rebond de la demande des services comparativement à l'année 2020.

La bonne performance des télécommunications est en relation avec la poursuite des investissements engagés et une plus forte utilisation des services liée à la pandémie de la Covid-19. En effet, les opérateurs de télécommunications ont poursuivi la vulgarisation du télétravail et des autres activités en ligne en rivalisant d'offres innovantes à destination de consommateurs en vue d'assurer la continuité de leurs tâches.

Les transports et le commerce ont bénéficié de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 notamment la fermeture des frontières. Ce qui a permis de booster la hausse à la fois des exportations et des importations.

Le secteur non marchand a cru de 5,8% après 7,6% en 2020, en lien d'une part, avec les mesures prises dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire et d'autre part, sous les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions sont ressortis en hausse de 9,1% contre 2,4% en 2020 grâce au rebond de l'activité économique ainsi qu'aux différentes réformes et politique fiscale dans l'administration.

Au niveau de la demande, la croissance a été tirée par la reprise de la consommation finale (+8,6%) et la consolidation des investissements (+12,5%).

Les investissements ont été soutenus par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures, notamment ceux (i) de réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny, (ii) de réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Bouaké » de l'autoroute du nord, (iii) de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (iv) d'aménagement de la bordure de la mer dans la commune de Port-Bouët, (v) de construction de quatre stades en vue de l'organisation de la CAN 2023, (vi) de construction du 4^e pont d'Abidjan, (vii) de construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (viii) d'aménagement de la voie de contournement « Y4 » et (ix) de réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro.

Ainsi, le taux d'investissement global est ressorti à 23,4% du PIB contre 22,4% en 2020. Le taux d'investissement public s'est établi à 6,6% en 2021 comme en 2020.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services se sont affichées en hausse de 12,9% après 7,6% en 2020 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** ont connu une hausse de 10,3% contre une baisse de 6,8% en 2020, en raison notamment de la bonne tenue des produits transformés et des spéculations de l'agriculture d'exportation.

En outre, il faut noter que les entraves au commerce international dues aux mesures prises pour contenir la propagation de la Covid-19 ont été allégées et cela a permis de booster les échanges internationaux de biens et services.

L'inflation a progressé de 4,2% en 2021 après 2,4% en 2020, au-delà du seuil communautaire de maximum 3%, sous l'effet principalement de l'augmentation des prix des produits comestibles (+7,4%). Cette évolution a été principalement impulsée par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées

dont la progression des prix est passée de 3,2% au mois de janvier 2021 au pic de 12,3% au mois de décembre.

Cette hausse des prix est expliquée notamment par (i) la baisse de la production vivrière consécutive à la perturbation des ensemencements enregistrée en 2020 du fait d'une part, du déficit pluviométrique et, d'autre part, de l'absence de la main d'œuvre saisonnière provenant des pays de l'hinterland en raison de la fermeture des frontières terrestres, (ii) l'insécurité dans les pays sahéliens qui occasionne des difficultés d'approvisionnement en bétail et produits maraîchers, (iii) l'accroissement des prix à l'importation du poisson (+11,9%), et (iv) la hausse du cours de l'huile de palme sur le marché international.

II.2 – Prévisions économiques en 2022

Après un taux de croissance de 7,4% en 2021, l'économie ivoirienne devrait se situer à 6,9 % en 2022, en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025, notamment le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Les prévisions de l'année 2022 sont fondées sur les points suivants :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ la poursuite de la vaccination contre la pandémie ;
- ✓ la poursuite de la prise en charge de toutes les personnes infectées ;
- ✓ la poursuite de la reprise graduelle de l'activités économique mondiale et intérieure ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et l'accès aux débouchés ;
- ✓ la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays et ;
- ✓ la non intensification de la crise Russie-Ukraine et la mitigation des répercussions sur l'économie nationale.

Par conséquent, son évolution suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait augmenter de 2,0% contre +2,3% en 2021 en relation avec la hausse de l'agriculture vivrière (+4,5%) après la baisse en 2021, la consolidation de l'agriculture d'exportation (+1,0%) et les stagnations de la sylviculture (+0,6%) et de la pêche (+0,5%). La croissance de l'agriculture vivrière découlerait de la hausse des différentes productions notamment les tubercules et bananes plantains (+4,8%), les céréales (+3,9%) et les autres produits vivriers (+3,4%).

Quant à l'agriculture d'exportation, la hausse résulterait de l'augmentation de la plupart des productions notamment le café (+71,3%), la banane dessert (+7,0%), l'anacarde (+7,2%), le caoutchouc (+22,5%), le coton graine (+4,1%) et le sucre (+2,0%) en dépit de la baisse du cacao (-5,8%), de l'huile de palme (-5,7%) et de l'ananas (-5,7%).

La hausse des différentes productions découlerait principalement de la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) et surtout d'une bonne pluviosité.

La baisse de la production de cacao serait en lien avec (i) le repos végétatif dû au cycle de production, (ii) les mesures prises par le Gouvernement pour rationaliser l'exploitation des ressources forestières et préserver le couvert végétal du pays et (iii) l'arrêt de distribution des semences améliorées dans le cadre de la mesure de limitation de la production cacaoyère à 2 millions de tonnes.

Quant à l'ananas, la baisse résulterait principalement de la diminution des surfaces cultivées au profit de la banane dessert.

Le secteur secondaire progresserait de 9,9% en 2022 après la hausse de 4,4% en 2021. Cette progression serait en lien avec la hausse de l'ensemble de ses composantes que sont les BTP (+14,2%), l'énergie (+17,2%), les industries agroalimentaires (+4,8%), les autres industries manufacturières (+6,8%), l'extraction minière (+3,0%) et les produits pétroliers (+9,5%).

Les activités du BTP connaîtraient une hausse liée à l'accélération et au démarrage de plusieurs grands projets d'infrastructures prévus, notamment : (i) l'extension de l'autoroute du Nord jusqu'à Bouaké, (ii) la construction de huit nouveaux échangeurs à Abidjan, (iii) la construction de la deuxième phase de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (iv) l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan et (v) la Construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro.

La croissance de l'extraction minière découlerait notamment de la hausse de la production d'or (+2,7%), de manganèse (+10,1%), de diamant (+33,5%) et de nickel (+7,7%) en lien avec l'ouverture de nouvelles mines et de l'exploitation de nouveaux minerais notamment le colombo-tantalite.

L'accélération de l'énergie résulterait des effets combinés de l'augmentation de la production de l'énergie hydraulique et de l'énergie thermique gaz et de la baisse de la consommation de HVO.

Le secteur tertiaire ressortirait à 7,7% en 2022 après la hausse de 10,5% en 2021 grâce à la hausse des transports (+8,2%), des télécommunications (+6,6%), du commerce (+8,1%) et des autres services (+7,4%). Cette dynamique serait induite par les performances au niveau des secteurs primaire et secondaire.

En outre, la bonne performance des télécommunications serait en relation avec la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et la digitalisation du pays.

Les transports bénéficieraient de l'avancement des campagnes de vaccination et l'accroissement des investissements notamment l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air France en ce qui concerne le transport aérien et la construction du terminal roulier, du second terminal à conteneur, d'un terminal céréalier et d'un terminal minéralier en ce qui concerne le transport maritime.

Le commerce tirerait parti de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Le secteur non marchand devrait croître de 6,5% après 5,8% en 2021, en raison d'une part, des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et d'autre part, en lien avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire.

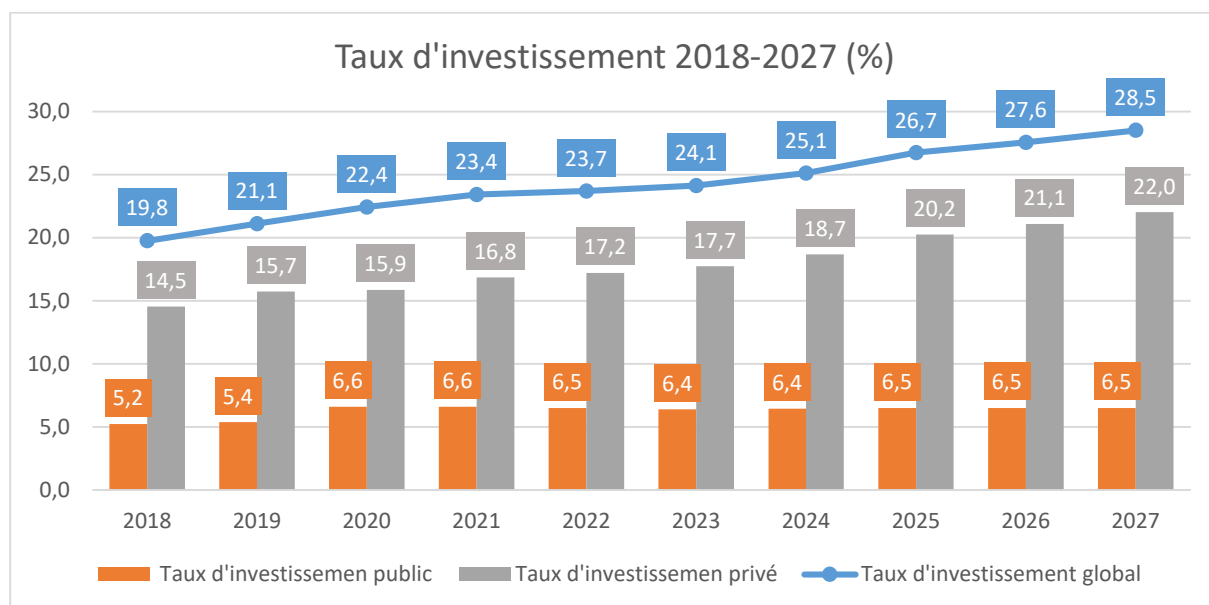
Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 4,0% contre 9,1% en 2021 grâce aux différentes réformes d'administration et de politique fiscale ainsi qu'au dynamisme de l'activité économique dans un contexte d'accélération de l'inflation.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement de la consommation finale (+4,7% dont +5,0% pour les ménages) et la consolidation des investissements (+10,0% dont +10,9% pour le privé).

En plus de la forte demande d'investissements du secteur privé, **les investissements** publics seraient soutenus par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures, notamment ceux (i) de réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Bouaké » de l'autoroute du nord, (ii) de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (iii) de construction de quatre stades en vue de l'organisation de la CAN 2023, (iv) de construction du 4^e pont d'Abidjan, (v) de construction de routes

et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (vi) d'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan et (vii) de construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 23,7% du PIB contre 23,4% en 2021. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,5% en 2022 contre 6,6% en 2021.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services s'afficheraient en hausse de 4,1% après 12,9% en 2021 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** connaîtraient une hausse de 6,9% après une hausse de 10,3% en 2021, en raison de la bonne tenue et des produits transformés.

L'inflation progresserait de 4,5% en 2022, au-delà du seuil communautaire de maximum 3%. Cette progression serait liée d'une part, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les différentes crises notamment la crise Russie-Ukraine et d'autre part, aux prix élevés de l'énergie qui devraient se maintenir en 2022.

II.3 - Perspectives économiques sur la période 2023-2027

Sur la période 2023-2027, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du PND 2021-2025, à travers le renforcement de la qualité des institutions et la bonne gouvernance, le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, la réalisation de la diversification et de la transformation structurelle de l'économie et l'accélération des réformes structurelles et sectorielles. Il s'agira également d'assurer la maîtrise de l'inflation, la bonne tenue des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique.

Les hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2023-2027, prennent aussi en compte notamment :

- ✓ le maintien de la stabilité du climat sociopolitique et de paix ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et l'accès aux débouchés aussi bien à l'international qu'en interne ;
- ✓ des conditions climatiques favorables à l'agriculture ;

- ✓ la reprise des cours des produits agricoles et miniers à des niveaux rémunérateurs ;
- ✓ la poursuite des chantiers du Gouvernement ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ la densification des politiques d'attractivité et d'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ le développement et la disponibilité des terrains industriels ;
- ✓ le renforcement de la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé et ;
- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat.

Ainsi, sur la période 2023-2027, le taux de croissance ressortirait en moyenne annuelle à 7,2%. L'évolution de l'économie ivoirienne suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre :

Le secteur primaire devrait connaître une hausse de 3,0% en moyenne sur la période 2023-2027, grâce à la production vivrière (+2,1%) et à l'agriculture d'exportation (+3,6%) qui bénéficieraient toujours de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans les différents secteurs.

Le secteur secondaire progresserait en moyenne de 9,7% sur la période 2023-2027 en lien avec la hausse du BTP (+11,8%), des industries agroalimentaires (+6,0%), de l'énergie (+12,6%), des produits pétroliers (+6,2%), de l'extraction minière (+12,1%) et des autres industries manufacturières (+7,1%). Ce secteur bénéficierait toujours de la hausse des investissements pour l'augmentation des capacités de production et de la croissance de la demande des produits dérivés.

Le secteur tertiaire ressortirait en moyenne à 7,9% sur la même période, grâce aux télécommunications (+7,1%), aux transports (+8,1%), au commerce (+8,2%) et enfin aux autres services (+7,9%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître de 2,9% en moyenne sur la période tenant compte des effets combinés de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et de la stratégie de maîtrise de la masse salariale.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 7,6% en moyenne, grâce toujours aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande :

La croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+12,5% en moyenne) et l'affermissement de la consommation finale (+5,1% en moyenne).

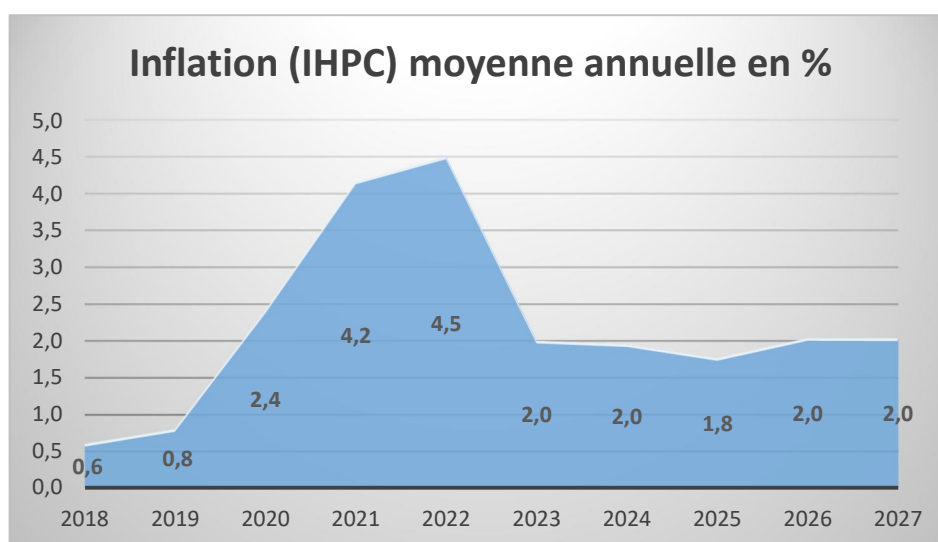
La **consommation finale** bénéficierait de la hausse continue des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs chantiers, notamment la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, le barrage de Gribo Popoli, les nouvelles centrales thermique d'Azito et de Ciprel, etc.), le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction, la construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro et le renforcement du réseau routier.

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne annuelle à 26,8% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,5% en moyenne sur la période 2023-2027.

Les importations de biens et services progresseraient de 4,7% en moyenne sur la période toujours sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** augmenteraient en moyenne de 5,4% en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 2,0% en moyenne, en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

Conclusion

Après une année 2020 marquée par la pandémie à coronavirus (covid-19), l'environnement économique national en 2021 a été caractérisé par une accélération de l'activité économique dans un climat des affaires favorable. Ainsi, le taux de croissance est ressorti à 7,4% contre une prévision initiale de 6,5%. Cette dynamique a été soutenue du côté de l'offre par l'ensemble des secteurs et du côté de la demande, principalement par la consommation finale et les investissements. A l'instar des autres économies, l'inflation s'est accélérée pour ressortir à 4,2% contre 2,8% initialement prévue après 2,4% en 2020.

L'année 2022 devrait connaître la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 avec un taux de croissance de 6,9% en lien avec la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes structurelles, de mesures de politiques économiques et la forte dynamique des investissements publics et privés. Aussi, faudrait-il prendre en compte la persistance de l'inflation et les tensions géopolitiques dont les impacts négatifs pourraient compromettre l'atteinte des objectifs de croissance.

Par ailleurs, la croissance économique se consoliderait sur la période 2023-2027 avec un taux de croissance moyen de 7,2%, s'appuyant au niveau de l'offre sur la production agricole, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale.

TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS (ANNEE DE BASE CONSTANTE FIXE = 2015)

Version du 26 mars 2022	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Moy. 2023-2027
	est.	est.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.
1. En valeur (milliards Francs courants)									
PIB total	35 311,4	39 190,4	42 881,1	46 858,3	51 130,9	55 873,6	61 240,7	67 182,3	56 457,2
Variation annuelle en %	3,0	11,0	9,4	9,3	9,1	9,3	9,6	9,7	9,4
PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)	1 314,3	1 422,4	1 517,6	1 617,0	1 720,5	1 833,3	1 959,3	2 095,9	1 845,2
Epargne intérieure brute (EIB)	8 198,9	8 556,8	9 965,2	11 807,3	13 690,9	15 615,5	18 022,6	20 836,8	15 994,6
en % du PIB	23,2	21,8	23,2	25,2	26,8	27,9	29,4	31,0	28,1
FBCF	7 922,8	9 181,8	10 158,8	11 309,8	12 839,5	14 938,1	17 231,8	20 060,1	15 275,9
Taux d'investissement en %	22,4	23,4	23,7	24,1	25,1	26,7	28,1	29,9	26,8
public	6,6	6,5830	6,4857	6,3922	6,43533	6,48741	6,5	6,5	6,5
privé	15,9	16,8	17,2	17,7	18,7	20,2	21,6	23,3	20,3
ICOR	11,5	3,2	3,4	3,3	3,6	3,6	3,9	4,1	3,7
Solde commercial (FOB-FOB)	728,8	447,5	123,1	233,3	308,3	288,8	297,6	246,0	274,8
Taux de couverture en %	111,4	105,6	101,4	102,5	103,3	102,9	102,8	102,2	102,7
PIB en francs constants 2015 (milliards FCFA)	36 083,9	38 753,3	41 427,3	44 428,0	47 550,3	51 041,4	54 701,8	58 712,8	51 286,9
PIB/hab à prix constant 2015 (milliers de FCFA)	1 343,1	1 406,5	1 466,1	1 533,1	1 600,0	1 674,7	1 750,1	1 831,7	1 677,9
Délateur du PIB base 100 = 2015	97,9	101,1	103,5	105,5	107,5	109,5	112,0	114,4	109,8
2. Variations en volume (en %)									
PIB total	2,0	7,4	6,9	7,2	7,0	7,3	7,2	7,3	7,2
- secteur primaire	2,2	2,3	2,0	4,2	1,6	4,2	2,4	2,7	3,0
- secteur secondaire	1,9	4,4	9,9	10,0	10,5	8,9	10,0	9,3	9,7
- secteur tertiaire	0,7	10,5	7,7	7,7	7,7	8,2	7,8	8,2	7,9
-secteur non marchand	7,6	5,8	6,5	3,2	2,8	2,7	3,0	3,0	2,9
- droits et taxes	2,4	9,1	4,0	7,5	7,4	7,8	7,5	7,6	7,6
PIB par habitant	-0,6	4,7	4,2	4,6	4,4	4,7	4,5	4,7	4,6
FBCF	8,4	12,5	10,0	10,7	11,3	14,0	12,7	13,8	12,5
Consommation finale	-1,8	8,6	4,7	4,9	4,7	5,5	5,3	5,2	5,1
Exportations de biens	-1,3	10,7	5,4	4,0	5,5	6,2	4,9	3,4	4,8
Importations de biens	8,8	14,2	4,4	4,5	3,2	4,8	4,6	4,7	4,4
3. Prix implicites (variation annuelle en %)									
Déflateur implicite du PIB	1,0	3,3	2,4	1,9	2,0	1,8	2,3	2,2	2,0
Déflateur conso. des ménages	2,0	4,2	2,8	1,5	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9
IHPC (moyenne annuelle %)	2,4	4,2	4,5	2,0	2,0	1,8	2,0	2,0	2,0
Termes de l'échange des biens	6,2	-2,3	-4,8	1,7	-1,6	-1,7	-0,3	0,7	-0,2
4. Contributions à la croissance du PIB									
- secteur primaire	0,3	0,4	0,3	0,6	0,2	0,5	0,3	0,3	0,4
- secteur secondaire	0,4	0,9	2,0	2,1	2,3	2,0	2,3	2,2	2,2
- secteur tertiaire	0,3	4,9	3,7	3,7	3,7	4,0	3,8	4,1	3,9
- secteur non marchand	0,7	0,6	0,6	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3
- droits et taxes	0,2	0,7	0,3	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Total PIB	2,0	7,4	6,9	7,2	7,0	7,3	7,2	7,3	7,2
5. Données en dollar US									
PIB nominal (milliards)	61,4	70,7	74,8	83,1	91,7	101,2	111,8	122,6	102,1
PIB par habitant	2 286,8	2 566,3	2 648,1	2 866,4	3 084,9	3 319,5	3 575,4	3 824,7	3 334,2
FBCF(milliards)	13,8	16,6	17,7	20,0	23,0	27,0	31,4	36,6	27,6
Exportations totales (milliards)	13,2	16,2	16,8	17,9	19,0	20,0	21,4	22,6	20,2
dont biens	12,4	15,3	15,8	16,7	17,6	18,5	19,8	20,9	18,7
Importations totales (milliards)	12,6	16,1	17,2	18,1	19,0	20,2	21,5	22,8	20,3
Pour mémoire:									
Nombre d'habitants (millions) (*)	26,9	27,6	28,3	29,0	29,7	30,5	31,3	32,1	30,5
croissance démographique en %	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	574,7	554,2	573,1	564,1	557,7	552,3	548,0	548,0	554,0

Source : MEF / Direction Générale de l'Economie / Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques, Institut National de la Statistique (INS).

(*) RGPH mai 2014, population en fin d'année

HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2020-2027 (Version provisoire)

version du 26 mars 2022	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Moy. 2023-2027
Productions (en milliers de tonnes)	est.	est.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.
Café	82,4	61,3	105,0	90,0	70,0	83,8	82,1	82,0	81,6
Cacao	2 172,7	2 228,4	2 100,0	2 130,0	2 090,0	2 159,4	2 146,8	2 142,4	2133,7
Bananes	508,2	536,5	574,1	614,3	657,3	703,3	711,5	729,3	683,1
Ananas	65,2	77,3	72,9	76,6	81,9	87,7	89,4	91,2	85,3
coton graine	506,1	559,5	582,5	641,8	680,3	721,2	764,4	810,3	723,6
Huile de palme	514,5	601,3	567,2	595,6	625,4	656,6	689,5	710,1	655,4
Sucre	207,2	180,6	184,2	187,9	191,6	195,5	199,4	203,4	195,5
Caoutchouc	950,7	1 100,4	1 347,9	1 617,5	1 779,3	1 957,2	2 113,8	2 282,9	1950,1
Anacarde	848,7	968,7	1 038,5	1 109,0	1 186,7	1 269,7	1 358,6	1 453,7	1275,6
Pétrole (milliers de barils)	10 642,5	8 771,3	9 411,8	13 105,3	17 896,7	16 600,9	23 449,1	27 837,8	19778,0
<i>Barils/jour</i>	29 157,4	24 030,9	25 785,7	35 905,0	49 032,0	45 482,0	64 244,0	76 268,0	54186,2
Gaz (millions de metre cube)	2 161,2	2 371,9	2 210,7	2 480,6	2 622,1	2 552,9	2 718,3	2 759,6	2626,7
Or (en kilogramme)	38 523,0	41 857,0	43 000,0	45 000,0	47 000,0	48 000,0	49 000,0	50 000,0	47800,0
Manganèse (tonnes)	1 326 000,0	961 267,2	1 058 000,0	1 164 000,0	1 280 000,0	1 400 000,0	1 550 000,0	1 700 000,0	1418800,0
Diamant (carats)	4 012,4	4 121,0	5 500,0	5 500,0	6 000,0	6 000,0	6 500,0	6 500,0	6100,0
Nickel (milliers de tonnes)	1 348,7	1 764,2	1 900,0	2 100,0	2 300,0	2 500,0	2 800,0	3 000,0	2540,0
bauxite (milliers de tonnes)	272,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
*hauxite brute/**hauxite calcinée									
Production de produits pétroliers (Kt)	3 587,0	3 938,0	4 312,6	4 253,6	4 346,8	4 560,8	5 607,1	5 723,4	4898,3
Production d'électricité (GWH)	11 213,0	11 625,6	13 442,7	14 508,7	16 016,0	17 465,0	18 718,0	19 653,9	17272,3
Croissance en volume (en %)									
Secteur primaire	2,2	2,3	2,0	4,2	1,6	4,2	2,4	2,7	3,0
Agriculture vivrière, élevage	2,0	-0,4	4,5	3,3	1,7	1,6	2,0	2,1	2,1
Agriculture d'exportation	3,0	4,9	1,0	4,8	1,7	5,6	2,7	3,1	3,6
Sylviculture	-10,0	-23,7	0,6	0,4	0,8	0,5	0,0	0,0	0,3
Pêche	-0,2	0,7	0,5	0,7	0,2	0,0	0,0	2,0	0,6
Secteur secondaire	1,9	4,4	9,9	10,0	10,5	8,9	10,0	9,3	9,7
Extraction minière	6,2	3,2	3,0	12,4	12,2	-0,4	19,4	17,1	12,1
Industries agro-alimentaires	-5,2	-2,5	4,8	4,5	5,7	5,9	7,1	6,7	6,0
Produits pétroliers	-25,7	9,8	9,5	-1,4	2,2	4,9	22,9	2,1	6,2
Energie (gazeulec)	5,6	-5,5	17,2	25,9	17,2	13,2	2,2	4,4	12,6
BTP	5,5	8,3	14,2	10,7	12,7	11,7	12,6	11,3	11,8
Autres industries manufacturières	4,6	9,6	6,8	7,1	7,0	7,5	6,7	7,0	7,1
Secteur tertiaire	0,7	10,5	7,7	7,7	7,7	8,2	7,8	8,2	7,9
Transports	-2,0	15,1	8,2	8,3	7,8	8,4	7,8	8,1	8,1
Télécommunication	30,3	11,8	6,6	7,1	7,2	7,3	6,8	6,9	7,1
Commerce	-2,5	10,8	8,1	7,8	8,1	8,3	7,9	8,7	8,2
Autres services (2)	-2,2	8,0	7,4	7,4	7,5	8,4	7,9	8,2	7,9
Droits et taxes	2,4	9,1	4,0	7,5	7,4	7,8	7,5	7,6	7,6
Pib non marchand	7,6	5,8	6,5	3,2	2,8	2,7	3,0	3,0	2,9
Consommation finale	-1,8	8,6	4,7	4,9	4,7	5,5	5,3	5,2	5,1
<i>Consommation des ménages</i>	-2,8	8,3	5,0	5,1	5,0	5,8	5,6	5,6	5,4
<i>Consommation publique</i>	6,3	10,6	2,5	3,3	3,0	3,0	3,0	2,0	2,8
Investissements	8,4	12,5	10,0	10,7	11,3	14,0	12,7	13,8	12,5
<i>Investissements privés</i>	2,5	14,5	10,9	11,8	12,6	16,2	14,4	15,8	14,2
<i>Investissements publics</i>	25,3	7,7	7,8	7,7	7,7	8,0	7,7	7,6	7,7
Exportations de biens et services	-6,8	10,3	6,9	5,5	7,9	4,9	5,2	3,8	5,4
Importations de biens et services	7,6	12,9	4,1	4,9	3,7	5,6	4,7	4,7	4,7
Produit intérieur brut (PIB)	2,0	7,4	6,9	7,2	7,0	7,3	7,2	7,3	7,2
<i>Déflateur</i>	1,0	3,3	2,4	1,9	2,0	1,8	2,3	2,2	2,0

Source: MEF/DGE/DPPSE

(1) Fabrication de meubles, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits en caoutchouc, Travail du bois, production de ciment et matériaux de construction
 (2) Entretien et réparations divers, Hôtellerie et Tourisme, Services immobiliers, services aux entreprises, etc.